

L'injuste prix

Jeu de simulation sur les inégalités en Inde

- ➔ Page 2 : cartes à jouer.
- ➔ Page 8 : fiche pédagogique.
- ➔ Page 9 : commentaires pour chaque carte de jeu.
- ➔ Page 14 : fiches de présentation des partenaires du CCFD au Tamil Nadu.
- ➔ Page 21 : quelques informations générales sur le Tamil Nadu

Jeu réalisé à la suite du voyage d'immersion au Tamil Nadu d'un groupe du CCFD Région Centre du 7 au 24 juillet 2015





ccfd-terre solidaire



ccfd-terre solidaire



ccfd-terre solidaire



ccfd-terre solidaire



ccfd-terre solidaire



ccfd-terre solidaire

1/ Pêcheur, vous avez été exproprié du terrain sur lequel sèchent vos poissons, pour permettre l'implantation d'une centrale thermique. Vos poissons pourrissent avant que vous ne puissiez les vendre. Ne prenez pas de friandises.



2/ Grâce à l'apport du micro crédit, vous disposez maintenant d'un système d'irrigation. Vous pouvez prendre une friandise.



3/ Vous êtes un jeune diplômé du Tibet, contraint de migrer en Inde pour espérer trouver un emploi. Du fait de vos origines, toutes les portes vous sont fermées. Ne prenez pas de friandise.



4/ En raison d'une trop faible mousson, vos récoltes ont été insuffisantes pour nourrir votre famille. Ne prenez pas de friandise.



5/ La ferme familiale n'a que très peu produit cette année parce que les engrais ont été trop chers. Ne prenez pas de friandises.



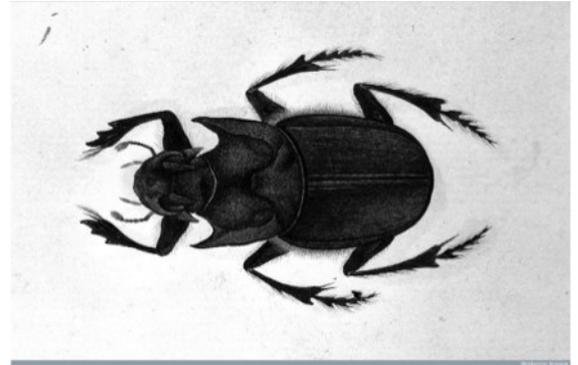
6/ Vous avez bénéficié du programme de discrimination positive en faveur des Dalits. Vous avez maintenant un emploi de fonctionnaire. Prenez dix friandises.



7/ Vous avez aidé votre père dans un petit commerce qu'il tient dans un bidonville. Vous pouvez avoir maintenant une friandise.



8/ Cette année, la récolte a été presque entièrement détruite par les insectes parce que vous n'aviez pas les moyens d'acheter des pesticides. Ne prenez pas de friandises.



9/ Vos parents ont souffert de crises récurrentes de paludisme et n'ont pas pu aller travailler aux champs. Ne prenez pas de friandise.



10/ Votre mère, femme de ménage, a été licenciée, par une famille brahmane qui a déménagé. Vous perdez la moitié des revenus de votre foyer. Vous n'avez le droit qu'à une friandise au lieu de deux comme l'année dernière.



11/ Etant d'une famille de caste, vous possédez des terres panchami qui rapportent beaucoup d'argent. Vous pouvez prendre 7 friandises.



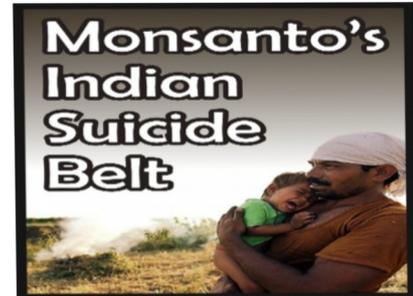
12/ Grâce aux cours d'alphabétisation dispensés par I.R.D.S., vous avez trouvé un emploi de secrétaire. Vous pouvez prendre 1 friandise.



13/ Vous êtes travailleur agricole sans terre et n'avez pas trouvé d'emploi cette année dans les grandes exploitations de la région. Ne prenez pas de friandise.



14/ Votre père paysan se suicide à cause de ses dettes contractées auprès des fournisseurs agricoles. Vous devez arrêter vos études pour travailler. Ne prenez qu'une friandise au lieu des 5 que vous espériez.



15/ Jeune diplômé français, vous investissez l'argent que vous a légué votre famille, dans un hôtel construit sur des terres rendues accessibles après le tsunami. Prenez 8 friandises.



16/ Dalit, l'école de votre village vous a été fermée. Vous ne pouvez pas trouver de travail. Ne prenez pas de friandise.



17/ Votre famille n'est pas aisée, mais du fait de votre origine brahmane, vous bénéficiez de tout ce qu'il faut pour vivre décentement. Vous pouvez avoir 4 friandises.



18/ Tous les jours votre père cherche du travail, mais il n'est pas le seul dans ce cas et il n'a pas eu de chance jusqu'à présent. Donc ne prenez aucune friandise.



19/ Cette année la récolte a été abondante, vous auriez pu avoir 3 friandises si la ferme avait été à vous. Ce n'est pas le cas, vous devez donner 2 tiers au propriétaire qui habite en ville. Ne prenez qu'une seule friandise.



20/ Votre père travaille dans une usine de textile à côté de Madurai. Son salaire de misère ne lui permet pas de joindre les deux bouts. Ne prenez pas de friandise.



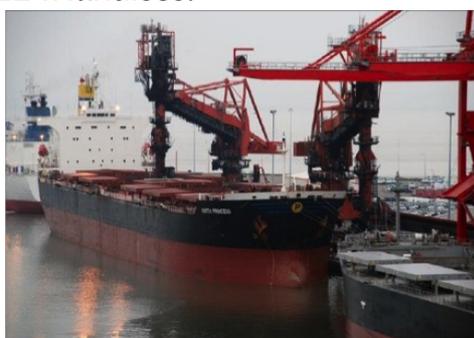
21/ Les bénéfices de votre famille ont beaucoup augmenté cette année en raison de la hausse du prix de la canne à sucre destinée à fabriquer des agrocarburants. Vous prenez 2 friandises, vous n'en gardez qu'une et remettez l'autre à la personne qui en a le moins besoin.



22/ Votre père a un bon emploi mais souhaite vous voir aller dans une bonne école de Chennai qui coûte cher. Ne prenez qu'une seule friandise.



23/ Votre famille travaille dans l'import-export. Grâce à l'agrandissement du port de Chennai, vos affaires prospèrent. Vous pouvez avoir 12 friandises.



24/ Le seul emploi que vous avez trouvé est gardien d'un petit troupeau de chèvres pour un propriétaire. Vous ne prenez qu'une seule friandise.



25/ Vous devez marier votre fille. La dot représente les revenus d'une année. Vous ne prenez pas de friandise.



26/ Grâce à l'O.N.G. AREDS vous avez appris à fabriquer des engrais biologiques. Votre situation s'améliore. Vous pouvez prendre trois friandises.



27/ Votre père a obtenu un des rares emplois créés par Michelin. Prenez 2 friandises, n'en gardez qu'une et donnez l'autre à celui qui en a le plus.



28/ La micro entreprise de fabrication de savons créée par SNEEHA a permis d'augmenter vos revenus. Vous pouvez prendre 3 friandises.



29/ Grâce à ses origines brahmanes, votre père a pu obtenir un crédit et investir dans une entreprise de transport qui s'avère florissante. Prenez 6 friandises.



30/ Malgré toutes vos tentatives pour trouver d'autres sources de revenus, vous êtes contraint de pratiquer le métier de scavenger. Ne prenez aucune friandise.



L'injuste prix

Jeu de simulation sur les inégalités en Inde

➔ OBJECTIF

Réfléchir sur les inégalités en Inde. S'interroger sur la répartition des richesses dans le monde.

➔ DURÉE

30 minutes environ

➔ PRÉPARATION

Un bol contenant des petites friandises identiques (noix de cajou, cacahuètes...).

Pour 5 à 10 joueurs : 4 friandises par personne, 2 cartes par joueur.

Plus de 10 joueurs : 2 friandises par personne, 1 carte par joueur.

Les joueurs s'assoient en cercle par terre ou autour d'une table. Au centre, est placé le bol contenant au moins 2 fois plus de friandises qu'il n'y a de joueurs.

➔ DÉROULEMENT

On fait remarquer aux joueurs qu'il y a assez de friandises pour tout le monde dans le bol pour que chaque joueur puisse en prendre au moins deux.

On explique ensuite que le nombre de friandises reçues par chaque participant dépend uniquement de la chance.

Le jeu est très simple : à son tour, chaque joueur tire une carte et la lit à haute voix. Le joueur exécute ce qu'il y a écrit sur la carte. Sauf contre-indication, les joueurs doivent manger les friandises dès qu'ils les ont reçues.

S'il y a moins de 10 joueurs, faire 2 tours.

➔ DISCUSSION

Ce que j'ai ressenti.

Il faut permettre à chaque joueur d'exprimer ses sentiments sur le jeu, concernant le nombre de friandises qui lui ont été attribuées, et les raisons données par les cartes pour justifier ce nombre.

Ce que j'en pense

Après les sentiments, les joueurs doivent relier ce qu'ils ont vécu en jeu avec la réalité : en quoi la situation de l'Inde nous interpelle quant à la répartition des richesses ? Comment améliorer cette répartition ?

Conclusion

Les cartes ont été conçues pour que 80 % des joueurs reçoivent 20 % des friandises, ce qui correspond approximativement à la répartition de la richesse dans le monde d'aujourd'hui.

L'Inde, pays émergent emblématique concernant les inégalités nous interroge sur une meilleure répartition possible de la richesse.

➔ DÉCOUVRIR LES PROJETS DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Il ne faut pas finir le jeu sans aborder l'action du CCFD-Terre solidaire.

Actions de plaidoyer, pour faire changer le système.

Financement des projets des partenaires. On peut alors présenter l'action d'une des ONG locales évoquées dans le jeu : AREDS / IRDS / SNEEHA.

👉 Commentaires pour chaque carte du jeu

1/ Sur les côtes de l'Océan Indien, les terres sont très recherchées pour y implanter des hôtels pour le tourisme, ou des centrales thermiques pour produire l'électricité dont les nouvelles activités ont grand besoin. Beaucoup de terres sont ainsi accaparées au détriment des petits pêcheurs qui ne peuvent plus pratiquer leur activité traditionnelle de pêche et de séchage du poisson. L'association SNEHA, partenaire du CCFD aide les pêcheurs à s'organiser pour lutter contre cet accaparement.

2/ Le microcrédit consiste en l'attribution de prêts de faible montant à des entrepreneurs, artisans ou agriculteurs qui ne peuvent accéder aux prêts bancaires classiques. Le microcrédit se développe en Inde où il permet de concrétiser des microprojets favorisant l'activité et la création de richesses.

3/ La communauté tibétaine en Inde est composée de groupes sociaux divers englobant les réfugiés de la première génération (*old-timers*, les anciens), les Tibétains de la deuxième et de la troisième génération. Les Tibétains vivant en Inde sont tributaires de l'aide financière du gouvernement tibétain en exil. Beaucoup vivent de petits boulots ou travaillent dans des restaurants, des gîtes, entre autres activités tertiaires.

4/ La mousson est à la fois bienfaisante puisqu'elle irrigue les terres et malfaisante lorsqu'elle noie les villages. Elle est irrégulière comme l'avenir est imprévisible. L'éternel retour de la mousson est une perpétuelle surprise : sera-t-elle précoce ou tardive, abondante ou faible, régulière ou brutale ? Ainsi l'agriculture en Inde, qui représente vingt-cinq pour cent du produit national brut et soixante-dix pour cent des emplois, dépend donc de la mousson.

5/ La réponse à ce problème de prix des engrais ne peut pas provenir de l'industrie phyto-sanitaire. Elle à chercher dans une solution qui n'alourdirait pas les dépenses du paysan et ne le rendrait pas dépendant d'un fournisseur. L'association AREDS, partenaire du CCFD, assure une formation auprès des paysans qu'elle touche afin qu'ils puissent produire leurs propres insecticides biologiques.

6/ Tous les Indiens sont égaux devant la loi en vertu de l'article 15 de la constitution indienne qui interdit toute discrimination basée sur la caste, le sexe, le lieu de naissance ou la religion et de l'article 16 qui abolit l'intouchabilité. Selon la politique de discrimination positive 24,5 % des postes dans la fonction publique, les collèges et les universités sont réservés aux Dalit.

7/ En Inde, on les appelle les kiranas. Ce sont des petits magasins de proximité que l'on trouve partout, à chaque coin de rue. C'est un pilier de la vie quotidienne. Ces échoppes se transmettent de père en fils, on y fait crédit, on livre à domicile. Les kiranas ont fait de l'Inde le pays qui a la plus forte densité de commerce au monde. Il y en a 50 millions dans le pays. Ils font vivre 200 millions de personnes.

8/ En novembre 2009, pour la première fois au monde, Monsanto a reconnu que des insectes avaient développé une résistance à sa semence de coton Bt. Maintenant que Monsanto reconnaît l'inefficacité de son coton Bt contre certains insectes, il propose, avec un cynisme certain, aux paysans indiens de passer à sa nouvelle génération de semence OGM pour repousser cette résistance, le tout nouveau Bollgard II. La réponse à ce problème d'insecte ne peut donc pas provenir de l'industrie phyto-sanitaire. L'association AREDS, partenaire du CCFD, assure une formation auprès des paysans qu'elle touche afin qu'ils puissent produire leurs propres insecticides biologiques.

9/ Si l'Inde a connu ces dernières années d'importants progrès dans le traitement de certaines maladies (la polio est par exemple éradiquée depuis 2013), et une augmentation régulière de son espérance de vie (de 43 ans en 1950 à 65 ans en 2010), le paludisme est encore présent, et les populations les plus modestes ont toujours du mal à se soigner.

10/ En Inde on ne connaît pas le taux de chômage, la question est à peu près absente du discours politique ou médiatique. Nombre d'experts estiment que d'ores et déjà le taux réel de chômage est peut-être de l'ordre de 20 %. Or la population indienne continue à augmenter et ce sont 10 à 12 millions de nouveaux emplois qu'il faudra créer chaque année, un million par mois...

11/ À la fin du XIX^e siècle, les Britanniques ont distribué des terres aux Dalit, elles étaient supposées inaliénables et appelées Panchami lands. Une loi de 1978 interdit la vente d'un Panchami land hors de la communauté mais, dans la pratique, une grande majorité d'entre eux ont été cédés à vil prix voire sous la contrainte à des Indiens de castes. La récupération des Panchami Lands est un enjeu à la fois politique et économique pour les Dalits. Les associations partenaires du CCFD se battent toutes pour la récupération de ces terres.

12/ IRDS a été fondée en 1978, suite à des violences organisées contre les Dalit, au Tamil Nadu, dans le district de Villupuram. 12 morts et plus de 2000 maisons appartenant à des Dalit furent réduites en cendres. IRDS s'est donnée pour mission de défendre le droit des Dalit en agissant à plusieurs niveaux en particuliers en assurant des formations.

13/ De nombreux paysans sont en réalité sans terre, et simples travailleurs agricoles. Cela est en partie dû au fait que leurs terres ont été spoliées : ainsi les Dalit dont les terres Panchami ont été accaparées ou vendues illégalement à des Indiens de caste. La situation de ces ouvriers agricoles est très précaire.

14/ On estime qu'un agriculteur se suicide en Inde toutes les trente minutes. Durant plus de seize ans, plus de 250 000 agriculteurs se sont donné la mort par désespoir, étant devenus incapables d'entretenir leur famille, assure le Centre des Droits de l'Homme et de la Justice mondiale (CHRGJ, selon son sigle en anglais). Et l'une des raisons de ces hauts taux de suicide est l'arrivée des cultures génétiquement modifiées. Des recherches indépendantes confirment qu'environ 85% des foyers d'agriculteurs où s'est produit un suicide sont directement liés à l'échec du coton Bt (génétiquement modifié) et environ 10% supplémentaires y sont indirectement liés.

15/ L'Inde est le premier pays asiatique en matière de création de zones franches ouvertes aux investisseurs. Les exonérations fiscales portent sur les droits de douane, les taxes indirectes et les impôts sur les bénéfices pendant un maximum de 15 ans. Les promoteurs restent propriétaires des zones et louent des emplacements à des entreprises. Par une disposition de la loi, en plus de l'aire de production, une zone peut contenir des commerces et des logements, créant de facto des villes privées.

16/ La situation des Dalit est encore aujourd'hui compliquée en matière d'accès aux droits, notamment le droit à l'éducation. Le 1^{er} avril 2010 a été adoptée une loi sur le Droit à l'éducation garantissant à chaque enfant de 6 à 14 ans le droit à un enseignement gratuit et obligatoire. Cependant, dans le système public, on ne compte qu'un enseignant pour 60 enfants, et l'absentéisme des enseignants y est assez élevé (un certain nombre assurant des cours dans le système éducatif privé...). Les premières victimes de cette mauvaise qualité de l'enseignement sont les Dalit et les filles.

17/ Les Brahmanes forment la plus haute caste de la société indienne. Cela ne signifie pas forcément la plus riche, mais son statut social élevé lui permet de trouver les ressources nécessaires pour vivre.

18/ Avec 1,3 milliard d'habitants dans le pays, 72 millions dans le seul Etat du Tamil Nadu, l'accès à l'emploi reste compliqué, particulièrement pour les personnes peu qualifiées, issues des groupes « hors-castes ».

19/ La qualité et la quantité des récoltes dépendent beaucoup de la saison des pluies (la mousson de septembre à décembre au Tamil Nadu). Mais beaucoup de petits paysans sont sans terre et ne sont que des ouvriers agricoles.

20/ Madurai est une ville du Tamil Nadu industrialisée par les colons britanniques au XIX^e siècle et spécialisée dans le textile. Malheureusement, cette activité décline (elle se développe dans des entreprises plus près des côtes) et les salaires des ouvriers restent très bas.

21/ La canne à sucre est cultivée de façon intensive dans de grandes exploitations pour produire du sucre ou des agro-carburants. Cette culture nécessite beaucoup d'eau et ne nourrit pas la famille du paysan. La produire pour en tirer des revenus est une fausse bonne idée : les cours ne resteront pas très hauts et le paysan aura bien du mal à nourrir sa famille. Le développement de cette culture profitera surtout à des grandes entreprises (automobile, de raffinage).

22/ Le système éducatif indien est à plusieurs vitesses. 60 % des écoles secondaires relèvent du secteur privé.

23/ Le chantier d'agrandissement du port de Chennai est en cours. Celui-ci est le deuxième port indien. Des entreprises d'import-export profitent de ce développement, Chennai étant bien situé sur les routes commerciales de l'Océan Indien. Son agrandissement signifie cependant l'accaparement de terres littorales qui permettraient à des familles de pêcheurs et de paysans de vivre.

24/ Il existe encore beaucoup de « petits boulots » dans les campagnes qui ne permettent pas de vivre décemment.

25/ La dot reste une « institution sociale » en Inde .

« Chaque heure, une Indienne est assassinée pour des problèmes de dot. Selon le Bureau national des registres criminels, 8 233 femmes sont mortes l'année dernière à la suite de disputes liées à cette coutume centenaire. Pourtant interdit par la loi indienne, l'usage de la dot persiste. Une pratique qui, dans la culture traditionnelle indienne, scelle le mariage par l'attribution de biens de la famille de la mariée à son futur époux. » extrait d'un article du Monde, 3/09/2013.

26/ Développer l'agriculture familiale par l'agro-écologie est l'un des objectifs d'AREDS. Cette association partenaire du CCFD-TS a permis la création d'une sorte de ferme pédagogique dans laquelle des paysans (particulièrement des paysannes) viennent se former pour améliorer leurs techniques agricoles et augmenter leurs productions.

27/ Sur le site de Thervoy, l'État du Tamil Nadu a accaparé des terres pour permettre à des firmes multinationales de s'implanter dans une sorte de zone franche. Michelin y est le plus gros investisseur étranger. Les emplois créés sont loin de compenser ceux détruits par la disparition de zones agricoles fertiles, cultivées jusque là par des Dalit et des populations tribales.

28/ SNEEHA est une association partenaire du CCFD-TS qui travaille principalement avec les pêcheurs sur des côtes touchées le tsunami. Les pêcheurs doivent faire face à l'accaparement de leurs terres, à la pauvreté. L'une des actions de SNEEHA est de permettre la création de micro-entreprises rassemblées dans une coopérative de vente. La production de savons permet à des femmes d'obtenir un complément de revenu intéressant pour leur famille.

29/ Toujours le poids social et économique dominant des Brahmanes.

30/ Les manual scavengers sont les « nettoyeurs à main nue ». En ville comme à la campagne, ces « Dalit parmi les Dalit » sont chargés du nettoyage des rues, des fosses d'assainissement... dans des conditions de sécurité et d'hygiène déplorables. JANODAYAM, partenaire du CCFD-TS mène un combat depuis près de 30 ans pour obtenir de meilleures conditions de travail et de salaire pour ces hommes et ces femmes.



AREDS

AREDS ASSOCIATION OF RURAL EDUCATION AND DEVELOPMENT SERVICE

Intitulé de l'action (traduction en français) : Renforcement de la démocratie et du développement participatif local dans l'Etat du Tamil Nadu

Amplitude de l'action : Provinciale

Bénéficiaires : Directs: Les populations marginalisées du district de Karur, notamment femmes Dalit, veuves, enfants + les Grama Panchayat/autorités locales

Groupe cible : Jeunes, Femmes

Activités : A- Sur l'axe pérennisation des mouvements populaires, déclinaison des activités par mouvement(4)
1- SWATE (mouvement de femmes): rencontres à visée de renforcement de capacités des cadres du mouvement + participation à des programmes élargis organisés par des organisations fédérales + ateliers d'appui socio- psychologique et juridique + ateliers de formation en science politique appliquée à la démocratie locale + appui aux initiatives collectives d'agriculture biologique + stage de formation à la gestion des micro-entreprises
2- Organisation Dalit (DRALM): suivi-plaidoyer des cas de rétrocession des terres Panchami initiées + participation à des programmes élargis organisés par des organisations fédérales + organisation de manifestations sur des cas de discriminations par la caste + sessions de formation en analyse sociale, science politique, développement personnel + organisation de la journée des droits de l'homme et de la journée Ambedkar
3- Syndicat des travailleurs du secteur informel (KADDALU): identification de travailleurs du secteur de l'assainissement en vue de les intégrer dans la démarche collective portée par TNCWF + participation à des programmes élargis organisés par des organisations fédérales + sessions de réflexion stratégique + campagnes de plaidoyer
4- Mouvement étudiant (TTSM): campagne de sensibilisation en faveur de la scolarisation + organisation de camps d'été et de week-end + camps d'appui à la construction d'une trajectoire professionnelle
B- Appui à l'efficacité de la démocratie locale: 4 sessions de renforcement de capacités des élus locaux + formation du coordinateur + appui des groupes à la participation des assemblées municipales + actions de plaidoyer à destination du Ministère concerné sur les recommandations d'AREDS et du Forum d'ONG travaillant au renforcement de l'efficacité des institutions locales + poursuite des activités d'appui aux mouvements mobilisés contre la pollution des rivières
C- PUBLICATIONS et DOCUMENTATION, publication d'une newsletter bimensuelle par PGC (la cellule de recherche-documentation d'AREDS) en 10 000 exemplaires + consultation pour organiser l'écriture du Manifeste d'AREDS et publication de 150 exemplaires à destination des partis politiques dans le cadre des élections législatives de mai 2014

Résultats attendus : R1:Les mouvements sociaux sectoriels appuyés par AREDS se voient renforcés et sont plus à même de pouvoir faire s'entendre et négocier avec les instances gouvernementales. Les femmes sont partie prenante des mécanismes de gouvernance locale.

R2:La poursuite et surtout la systématisation d'activités économiques alternatives assure des sources de revenus complémentaires aux groupes partis-prenants des projets et offre matière à plaidoyer/négociation auprès des pouvoirs publics (visée: démonstration de la viabilité par l'expérience, le tout s'inscrivant dans une perspective agro-écologique).Les femmes deviennent économiquement autonomes.

R3:Les enfants en prise directe avec les activités d'éveil personnel et d'épanouissement dans le collectif s'affirment comme porteurs d'excellence et de militantisme.

R4:La systématisation d'un rapprochement des différents réseaux impliqués au Tamil Nadu sur des enjeux de gouvernance locale et de protection et valorisation des ressources naturelles tend à maximiser l'impact des campagnes menées séparément par ces acteurs. (Enjeu de développement d'un cofinancement sur cet axe en 2013/2014)

R5: Les publications et recherches produites par AREDS renforcent le plaidoyer des mouvements sociaux associés.

Moyens : Humains: 30 animateurs, 1 directeur, 1 comptable, 1 assistant-comptable, 2 personnes à la documentation + 1 chauffeur

Matériels: 1 bureau à Karur, 1 à Chennai + 1 véhicule + frais de fonctionnement (téléphone, poste, électricité)+ matériaux de campagne

Thématique RO principale : Égalité femmes/hommes

Thématique RO secondaire :

Vulnérables : Oui

Commentaires Groupes Vulnérables : Dalit et populations de basses castes, avec une focale particulière orientée sur les femmes et les enfants.

Chargé de mission : Sylvain ROPITAL **Date CMP :** 04/03/2014



IRDS

Acteur principal : IRDS INTEGRATED RURAL DEVELOPPEMENT SOCIETY

Intitulé de l'action (traduction en français) : Appui aux activités d'IRDS/DLRF visant le développement d'un modèle de développement juste et inclusif dans les districts ruraux du nord du Tamil Nadu

Amplitude de l'action : Provinciale

Bénéficiaires : Directs : Les populations Dalits sans terre soit environ 300 000 personnes issues de 900 villages dans les six districts du Nord de l'Etat du Tamil Nadu.

Indirects : l'ensemble des populations indigènes, Dalits, paysans sans terre, pêcheurs-artisans et occupants des bidonvilles du Tamil Nadu, via les actions d'IRDS/DLRF, ayant vocation à être relayées, analysées et internalisées par les membres de la Fédération pour la défense du foncier dans l'Etat du Tamil Nadu - TNLRF (partenaire du CCFD depuis octobre 2010), coordonnée par ailleurs par le Directeur d'IRDS/DLRF

Groupe cible : Agriculteurs

Activités : 1- Formation de comités villageois, cantonaux, départementaux (district) avec l'appui des 300 jeunes leaders paysans formés en 2013, ces comités seront en charge des activités de mobilisation, plaidoyer, formation. Les comités départementaux éliront les membres d'un comité fédéral, qui sera responsable des activités de plaidoyer au niveau fédéral.

2- Organisation de 12 occupations pacifiques afin de pousser l'administration à honorer les demandes de rétrocession de 300 Acres déposées par 1500 Dalit avec l'ensemble des preuves nécessaires, dans le courant de l'année 2013. Ces occupations seront organisées par les comités de canton et de département formés en parallèle.

3- Formation de Conseils de solidarité au niveau départemental (district), incluant l'ensemble des forces démocratiques capables de s'associer et de désamorcer les stratégies de division et de corruption des leaders paysans en faisant corps autour des membres des Comités villageois, cantonaux et départementaux cités aux points 1 et 2.

4- Renforcement systématique des liens de coopération avec les conseils municipaux pour obtenir par voie de pression du mouvement (Dalit Land Rights Movement) avant la fin de l'année 2014, la distribution de terres Panchami et de terres communales aux populations Dalit dans 50 villages via résolution municipale, et l'utilisation des projets d'assistanat public pour rénover les infrastructures nécessaires à la mise en culture des terres en question.

5- Campagne de plaidoyer à tous les niveaux administratifs pour obtenir le versement des Composantes Spéciales du Plan (SCSP) de manière effective (16% du budget national) pour développer les terres récupérées.

6- Recherche-action dans les districts de Vellore et de Thiruvannamalai sur le processus d'accaparement des terres Panchami par l'Etat, ses différents services et départements qui jouent un rôle majeur dans le blocage du dossier Panchami, pour la simple raison qu'ils en font bénéficier les investisseurs.

7- Développer 6 collectifs d'agriculteurs biologiques capables de démontrer à l'opinion publique par la pratique, le caractère viable de l'agriculture biologique contre la propagande généralement diffusée par les medias, hommes politiques, hommes d'affaires, industriels selon laquelle l'agriculture est un métier à perte et obsolète, invitant d'ailleurs les paysans à céder leurs terres aux industriels qui sont les seuls à pouvoir garantir une exploitation profitable des terres agricoles.

Résultats attendus : R1. Fin 2014, les comités villageois, cantonaux, départementaux et fédéral seront effectifs et prennent en main le processus de rétrocession des terres Panchami au nom du DLRM (Dalit Land Rights Movement). 50 000 villageois du Nord du Tamil Nadu remettent leurs doléances à l'administration, ce qui pousse le Gouvernement à faire de la question Panchami une priorité (dans la perspective des élections fédérales de 2016).

R2. 600 familles Dalit du Nord du Tamil Nadu obtiennent les titres de propriété pour 150 acres.

R3. Les conseils de solidarité (interfaces de régulation et d'appui solidaire) mis en place poussent l'Etat à agir, à répondre aux demandes de régularisation des titres de propriété des terres Panchami en faveur des Dalit. Ces conseils composés pour la plupart de personnalités locales Non-Dalit permettent d'apaiser les tensions avec les propriétaires terriens Non-Dalit dans l'illégalité, peu enclins à restituer ces terres Panchami qu'ils exploitaient depuis de nombreuses années.

R4. Les militants du DLRM obtiennent la signature de 50 résolutions visant la distribution de terres Panchami et communales aux Dalit de la part de conseils municipaux, prêts par ailleurs à mettre disposition certains programmes du gouvernement pour développer ces terres.

R5. Le Gouvernement central et le Gouvernement du Tamil Nadu sont forcés de clarifier le montant des SCP destinés au développement des terres agricoles des Dalit.

R6. La diffusion des résultats de la recherche-action permet (1) de mobiliser l'opinion publique sur le comportement du Gouvernement vis-à-vis des terres Panchami, (2) de lancer une campagne médiatique et (3) d'appuyer la procédure judiciaire engagée contre le Gouvernement devant la Haute Cour de Chennai

Moyens : Humains : 20 Animateurs, 2 coordinateurs, 2 chercheur, 1 pilote de réseau, 1 directeur de projet + comptable ; Matériels : matériaux de formation, de plaidoyer (films documentaires notamment), de recherche et de documentation.

Thématique RO principale : Prévention et résolution des conflits **Thématique RO secondaire :** Souveraineté alimentaire et modèles agricoles

Vulnérables : Oui

Commentaires Groupes Vulnérables : Plus précisément, le groupe cible de l'intervention d'IRDS est composé pour la majeure partie d'ouvriers agricoles Dalit sans-terre

Chargé de mission : Sylvain ROPITAL **Date CMP :** 04/03/2014



JANODAYAM

Acteur principal : JANODAYAM

Intitulé de l'action (traduction en français) : Vers la mise en pouvoir des "nettoyeurs à mains nues" dans l'Etat du Tamil Nadu

Amplitude de l'action : Provinciale

Bénéficiaires : La communauté Dalit d'Adi-Andhra vivant dans 40 bidonvilles de Madras. Tous sont concernés par les programmes : enfants, jeunes, hommes et femmes..

Et plus largement via les activités du "Conservancy Workers Forum", qui vise à propulser un rapprochement entre les diverses sous-castes d'Arunthathiyars du Tamil Nadu et d'Andhra Pradesh au sein d'une plate-forme porteuse d'un plaidoyer inclusif; sont ciblés par le programme à la fois les Adi-Andhra (Arunthathiyars d'Andhra Pradesh) et les Arunthathiyars tamouls.

Groupe cible : Habitants de bidonvilles

Activités : (1) fonctionnement de 30 écoles du soir pour 1500 enfants des bidonvilles et soutien spécial aux étudiants postulant à l'intégration des structures gouvernementales ; plaider pour l'intégration de 50 étudiantes en plus dans l'éducation supérieure et professionnelle ; publication de brochures explicitant les droits des Adi-Andhra dans le cadre des quotas obtenus et organisations d'ateliers populaires pour disséminer l'information afin de limiter le nombre de mineurs déscolarisés

(2) création de 50 nouveaux groupes d'entraide communautaire (SHG) et accès de leurs leaders à la formation professionnelle (financée et organisée par THADCO) afin de contribuer à la situation de 500 familles ; formation des leaders à la culture de plaidoyer, de développement d'un mouvement et aux droits humains dans le contexte d'une société de castes ; réalisation d'une étude sur les conditions financières et d'épargne dans les 40 bidonvilles d'exercice de JANODAYAM et sur les poches de développement entrepreneurial ; organisation d'échanges réguliers entre les différentes CBO, les Panchayat de caste, TAAMS, APMS (Fédération de SHG portée par JANODAYAM) afin de garantir leur influence dans les structures de pouvoir local ;

(3) Réalisation d'une étude sur les violations des droits de l'homme à l'encontre des Adi-Andhra dans les 6 districts du Nord du Tamil Nadu ; réalisation d'une étude sur les conditions d'accès au foncier (Panchami), au droit de propriété et au logement ; formation de comités de suivi à l'échelle du district visant l'éradication du « manual scavenging »

(4) Formation des leaders communautaires aux droits humains, aux lois sectorielles les concernant ; formation des leaders de TAAMS sur le développement d'un mouvement et leur rôle et responsabilités à chaque niveau administratif d'action

Résultats attendus : (1) 1500 étudiants sont sensibilisés à l'histoire des Adi-Andhra et des Arunthathiyars et sont encouragés à poursuivre des études formelles ; 50 jeunes filles déscolarisées reprennent le chemin de l'école ; les parents informés du quota des 3% réservés dans les écoles pour leur communauté motivent leurs enfants de poursuivre une éducation de qualité

(2) 750 nouveaux membres partie prenante des 50 nouveaux SHG s'engagent dans des activités de micro-finance et de formation professionnelle ; la participation politique des leaders de APMS renforce l'accès aux programmes du Gouvernement de leurs membres et permet de régler les litiges inter-communautaires et de traquer les violations des droits de l'homme ; l'étude des modes de gestion de l'épargne et des opportunités de développement économique permet d'éclairer la faisabilité de la constitution d'une banque coopérative pour APMS

(3) L'ensemble des prérogatives gouvernementales à l'égard des Adi-Andhra et des Arunthathiyars sont mises en œuvre ; les terres Panchami et gouvernementales sont identifiées ainsi que les obstacles qui les empêchent d'avoir accès au logement ; des alternatives aux pratiques de « manual scavenging » sont développées et promues

(4) Les leaders communautaires sont en capacité de pouvoir s'investir au sein de TAAMS, de renforcer sa structure interne afin d'assurer sa complète pérennité

Moyens : Staff, 1 directeur de structure, 4 coordinateurs, 20 animateurs (temps partiel) + bureau + quarante écoles (micro-structures)

Thématique RO principale : Prévention et résolution des conflits

Thématique RO secondaire : Promotion d'une économie sociale et solidaire

Vulnérables : Oui **Commentaires Groupes Vulnérables :** Les Arunthathiyars sont considérés comme les Dalit au sein des Dalit et sont victimes de discriminations et d'ostracisme social en raison de leur ascendance de sous-caste et de leur activité professionnelle.

Chargé de mission : Sylvain ROPITAL **Date CMP :** 04/03/2014



PEEDS

Acteur principal : PEEDS PEOPLE'S EDUCATION AND ECONOMIC DEVELOPMENT SOCIETY
Intitulé de l'action (traduction en français) : APPUI AU DEVELOPPEMENT INTEGRE DES DROITS DES DALITS DANS LES CINQ DISTRICTS DU SUD DU TAMIL NADU

Amplitude de l'action : Provinciale

Bénéficiaires : Les populations Dalits des 192 villages, soit 900 000 personnes environ renforcées : - par l'implantation des programmes économiques publics qui leur sont destinés, - et par une connaissance fine, une participation active et une négociation prompte au sein des instances publiques de décision. Une partie d'entre elles seront bénéficiaires directs de l'assistance juridique et du suivi légal (20 à 50 cas/an) offerts par l'E-LAB, permanence téléphonique mise à disposition pour les victimes d'atrocités et de violations des droits humains.

Groupe cible : Autre(s)

Activités : Volet foncier/

1. Formation d'un Comité de défense des droits fonciers dans la région de Madurai via l'organisation de consultations régulières avec les représentants des castes dominantes
2. Rédaction et diffusion d'un document sur l'état du foncier (Panchami, terres communales, occupations illégales, etc.) propre à chacun des 5 districts,
3. Formation des jeunes organisés en comités villageois,
4. Renforcement et contrôle des capacités des élus des Panchayats en matière d'implantation du "Schedule Caste Sub Plan" et du "Special Central Assistance", fonds de l'Etat Central gérés par le Gouvernement du Tamil Nadu visant l'amélioration des conditions de vie des populations marginalisées
5. Organisation de réunions, manifestations et campagnes de plaidoyer avec le soutien des étudiants d'AICUF présents dans la région
6. Valorisation des terres Panchami rétrocédées en bio avec le concours d'IRDS

Volet économique/

1. Participation aux réunions des Conseils municipaux et formation de leurs membres aux technicités du programme SCSCP (Special Component Plans) dédiés à l'élévation des Dalit, via l'investissement de 17% de leurs budgets à des programmes de développement qui toucheront exclusivement ces groupes discriminés;
2. Organisation de campagnes pour l'obtention de Panchayat séparés;
3. Organisation de manifestations et d'évènements divers pour obtenir la mise en œuvre des SCP.

Volet juridique/

1. Assurer une assistance juridique permanente (24h/24h) en cas d'atrocités via le Forum des et préparer une publication en 2012 sur tous les cas recensés dans la zone d'interventions de PEEDS,
2. Obtenir l'accès à des compensations pour les victimes et apporter une aide légale et juridique pour le suivi des dossiers.

Résultats attendus : Volet foncier/ - 10 cas de rétrocession de terres Panchami qui n'auront pas abouti seront portés devant les tribunaux, qui reconnaîtra a minima par ordre de jugement, la nécessité de rétrocession pour 50% des cas. Les cas de litiges fonciers dans 4 villages de 2 districts sont résolus via la mise en place d'un Comité de résolution des conflits fonciers (TNLRF), sont documentés et participent au dialogue inter-communautaire et à la paix sociale dans le long terme.

Les actions de plaidoyer et de communication déployées en parallèle aux niveaux des cantons et districts facilitent la montée en puissance d'une mobilisation de masse dans les 5 districts autour de Madurai.

Volet économique/ Le programme du Gouvernement Central de fonds dédiés à l'élévation socio-économique et statutaire des populations Dalit répertoriées (Scheduled Castes Special Components Plans) aura été mis en oeuvre dans les 5 districts cible. 40% minimum du programme aura été mis en oeuvre via les chefs de cantons; le droit d'obtention de la part budgétaire dédiée sera portée par la TNLRF. Des Panchayat séparés pour traiter les demandes spécifiques des Dalit seront créés.

Volet juridique/

- L'assistance légale est bénéfique : 20 cas auront été portés devant la Haute Cour de Madurai, 15 missions d'investigation auront été réalisées, 10 plaintes individuelles auront été déposées et traitées sous le régime spécial de la Loi contre les atrocités. En conséquence, la région de Madurai connaîtra une baisse de l'impunité, contribuera à faire baisser le sentiment de peur et générera la confiance de groupe. - Les missions d'observation ont gagné la confiance des dalits et un accès à la justice est obtenu dans tous les cas, - Des compensations sont payées aux victimes d'atrocités, les cas juridiques sont compilés et rendus publics (presse et publication), entraînant une baisse de la culture d'impunité et des atrocités commises en général.

Moyens : Humains : 10 staffs, Matériels : formation des élus panchayat, matériel pour les campagnes, pour le conseil juridique, pour les enquêtes, pour les revendications sur le statut des terres.

Thématique RO principale : Prévention et résolution des conflits **Thématique RO secondaire :** Souveraineté alimentaire et modèles agricoles

Vulnérables : Oui

Commentaires Groupes Vulnérables : populations Dalit (Pallar et Paraiyar) et Thevar

Chargé de mission : Sylvain ROPITAL **Date CMP :** 04/03/2014



SNEHA

Acteur principal: SNEHA Social Need Education and Human Awareness

Intitulé de l'action (traduction en français) : Protection et promotion de l'environnement côtier et du droit à la vie décente dans l'Etat du Tamil Nadu

Amplitude de l'action : Provinciale

Bénéficiaires : 300 000 personnes issues des communautés côtières (agriculteurs et pêcheurs) des 51 villages du district de Nagapattinam et plus largement les communautés côtières des districts littoraux de l'Etat du Tamil Nadu, soit 18 millions de tamouls

Groupe cible : Agriculteurs

Activités : 1- Axe mobilisation et renforcement du mouvement social: collection d'informations permettant d'améliorer les documents de mobilisation existants + organisation de 3 ateliers de travail et séminaires au niveau étatique sur les problèmes actuels menaçant les villages côtiers (notamment le projet de construction de 9 centrales thermiques sur le littoral, sans réalisation d'Etude d'Impact Environnementale préalable) + organisation de manifestations de masse pour favoriser une prise de conscience collective et un sentiment d'unité.

2- Axe Procédure judiciaire: mission de relevés de faits et de violations droits humains + appuyer le travail de procédure judiciaire porté par les mouvements sociaux en leur fournissant des documents d'analyse scientifique facilitant la plaidoirie des avocats représentant les communautés côtières

3- Axe mise en réseau et suivi: participation aux réunions organisées par un large faisceau d'institutions en vue d'influencer le contenu des politiques publiques + appuyer aux organisations communautaires de pêcheurs artisans afin qu'ils puissent porter leur voix et doléances au plus haut niveau + renforcement des forums de femmes développés au niveau des cantons côtiers afin de pousser à l'affirmation de leur identité et de leurs droits dans l'espace de la communauté et de l'opinion publique plus largement + participation des femmes leaders de la Fédération (de femmes)développée au niveau du district aux évènements nationaux + éducation des Présidents de Panchayat traditionnels afin de renforcer leur compréhension et leur implication dans des enjeux de mobilisation contre les projets de développement déstructurant et destructeurs.

4 -Axe Recherche et publication: développement d'une publication compilant les jugements progressistes apportés par la Cour Suprême de Delhi en matière environnementale, matériau dédié à la sensibilisation et à la facilitation de la construction des solidarités horizontales avec d'autres secteurs de la société non familiers à ces enjeux (populations Dalit, Indigènes)

5- Axe Développement de plan de développement alternatif portés par les élus dans 6 Panchayat de Nagappattinam 6- Axe Construction d'un système de suivi de l'érosion des littoraux en partenariat avec TISS (Institut de Sciences Sociales appliquées basé à Mumbai)

Résultats attendus : R1. A travers l'axe d'activités 1, environ 10 000 personnes issues des communautés côtières auront été mobilisées pour soutenir les campagnes de préservation des biotopes côtiers

R2. A travers l'axe d'activités 2, l'ensemble des procédures judiciaires en cours et à venir en 2014 accompagnées par SNEHA seront menées avec le plus haut degré d'expertise scientifique

R3. A travers les axes d'activités 3 et 4 combinés, les campagnes de mobilisation et de plaidoyer porteront leurs fruits et entraîneront l'annulation des projets d'industrialisation pressentis.

R4. A travers les axes 5 et 6, les littoraux ciblés par le développement d'alternatives économiques et d'un suivi géologique garantissent la protection à long terme des zones littorales ciblées.

Moyens : publications, matériaux de mobilisation et de plaidoyer et 3 coordinateurs de programme

Thématique RO principale : Démocratie et structuration de la société civile

:

Vulnérables : Oui

Commentaires Groupes Vulnérables : + pêcheurs-artisans (Cf. voir contexte)

Chargé de mission : Sylvain ROPITAL **Date CMP :** 04/03/2014



TNLRF

Acteur principal : TNLRF TAMIL NADU LAND RIGHTS FEDERATION

Intitulé de l'action (traduction en français) : Contrôle, accès et valorisation des ressources foncières et naturelles en faveur des communautés vulnérables au Tamil Nadu

Amplitude de l'action : Provinciale

Bénéficiaires : Directs: 500 leaders communautaires du Tamil Nadu (indépendamment des staffs et membres des ONG et de leurs syndicats liés), formés à l'économie politique du foncier et du développement local, devenant interfaces entre les communautés en résistance et les Comités de district de la Fédération (composés principalement de militants d'ONG, d'élus locaux et d'avocats) + 1000 femmes-leaders

Ceci illustre un changement de tactique devant les attaques massives du Gouvernement indien contre les ONG en 2012 (Plus de 1500 ONG se sont vues retirer du Ministère de l'Intérieur leur certificat leur permettant de recevoir des fonds étrangers du jour au lendemain sans notice d'information sur motif de troubles de l'intérêt général), les ONG- membres de la Fédération garderont ainsi en 2013 et suivantes, un rôle de soutien et d'appui à la formalisation des activités de plaidoyer notamment, mais ne seront plus sur le devant de la scène comme en 2012.

Indirects: l'ensemble des populations marginalisées du Tamil Nadu, tous secteurs d'activités confondus **Groupe cible** : Autre(s)

Activités : - Consolidation des sous-comités régionaux par l'organisation de 9 sessions de renforcement de capacités de leurs membres (sous la responsabilité de la cellule Recherches et formations)

- Organisation de 5 ateliers de travail et d'immersions locales au sein de "territoires alternatifs" pour travailler à comprendre, analyser et capitaliser des alternatives économiques existantes en présence de 200 porteurs de ces dynamiques, la Fédération ayant l'ambition à la fois de fédérer ces dynamiques, de les monter en visibilité et d'en faire sa théorie du changement,

- 4 Sessions de renforcement de capacités de 200 femmes-membres de la Fédération (dans la continuité de 2013),

- Organisation simultanée de 10 occupations pacifiques de terres Panchami (cf. Initiative IRDS) organisées par les 9 Comités régionaux de TNLRF (cf. proposition de projet pour obtenir la liste des sous-régions concernées). TNLRF a en effet tout début janvier 2014 de faire converger les luttes et mouvements d'occupation uniquement sur la question de la rétrocession des terres Panchami, censées être détenues et travaillées par les populations Dalit. Dans cet élan, l'ensemble des membres (incluant les Non-Dalit) travailleront dans les sous-régions à presser les Préfets de district et l'administration locale pour que le processus d'occupation illégal de ces terres par des Non-Dalit et par les agences du Gouvernement du Tamil Nadu cesse (à noter le caractère totalement inédit de ce genre de solidarités et de convergences, la question des Panchami ayant été travaillée uniquement par les ONG Dalit depuis les années 80). Les comités sous-régionaux de TNLRF s'inspireront dans ce processus du travail orchestré par IRDS/DLRF dans les 6 districts du Nord de l'Etat)

- Organisation de Tribunaux populaires (Public Hearing) en lien avec le forum d'avocats formé en 2013, dans 4 sous-régions particulièrement affectées par des projets mettant en danger les droits à la terre et au travail des locaux (par exemple, un des Tribunaux populaires sera organisé dans la région montagneuse des districts de l'ouest, soumises à la création de parcs naturels mettant en danger les droits des populations indigènes-Adivasi et ce contre l'esprit de la loi de 2006 dite Forest Rights Act). Ces tribunaux populaire seront des lieux d'échange autour des cas exposés et de formulations d'alternatives au projet proposé par le Gouvernement.

Résultats attendus : R1. Les échanges et immersions organisés pour les leaders de la fédération permettent non seulement d'initier le travail autour de la formalisation d'un modèle alternatif de développement, mais aussi d'organiser la mise en connexion des alternatives et de renforcer leur conviction en un changement possible de logiciel de développement.

R2. . Les occupations pacifiques inter-castes permettent d'accélérer le processus de rétrocession des terres Panchami des Dalit dans l'ensemble des districts visés. (Objectif 2014/5000 familles Dalit ont accès à des terres Panchami grâce à ces actions concertées et simultanées) et désamorcent l'appétit des agences d'Etat en charge du développement industriel (SIPCOT, TITCO) pour les terres Panchami. Cette démarche pousse aussi l'Etat à définir un cadre juridique clair pour assurer le retour de ces terres aux populations Dalit.

R3. Les Tribunaux populaires permettent d'initier des échanges et débats citoyens (et dans les medias) sur le paradigme du développement vu et mis en œuvre par les agents du néo-libéralisme et renforcera la détermination des mouvements citoyens dispersés de poursuivre et d'unifier leurs luttes au sein de TNLRF.

R4. L'implication de TNLRF, de ses membres et des leaders paysans au sein des conseils municipaux renforce la capacité de ces derniers à planifier des alternatives économiques de développement local par l'utilisation des dotations qui leur sont directement versées par le Gouvernement du Tamil Nadu (MNREGA, SCSP/TSP, etc.).

R5. La capacitation des femmes de la fédération leur permet d'obtenir un poids important dans le processus de décision au sein de la Fédération à ses différentes strates.

R5. La Fédération d'ONG et de syndicats divers, via la formation des conseils sous-régionaux et par son travail d'appui aux mobilisations en cours facilite la constitution d'un mouvement social intersectoriel autonome capable d'articuler ses demandes concrètes et ses propositions d'alternatives d'ici 3 ans (entendre 2017)

Moyens : 1 bureau à Chennai, 1 logisticien-coordonateur de plateforme + frais de transport, d'hébergement, de communication

Thématique RO principale : Démocratie et structuration de la société civile **Thématique RO secondaire :** Souveraineté alimentaire et modèles agricoles

Vulnérables : Oui

Commentaires Groupes Vulnérables : La TNLRF, composée de mouvements sociaux et d'ONG engagés dans une perspective holistique, inter-communautaire, inclusive autrement dit, vise à protéger les intérêts et droits des populations fragilisées par le modèle de développement néo-libéral qui met en danger autant en zone rurale qu'en zone urbaine, les modes de vies et les moyens de subsistance des Adivasi (populations indigènes), Dalit, communautés côtières, résidents des bidonvilles.

Autres acteurs concernés :

- IRDS INTEGRATED RURAL DEVELOPMENT SOCIETY
- AREDS ASSOCIATION OF RURAL EDUCATION AND DEVELOPMENT SERVICE
- HRDF HUMAN RESOURCE DEVELOPMENT FOUNDATION
- PEEDS PEOPLE'S EDUCATION AND ECONOMIC DEVELOPMENT SOCIETY
- SNEHA Social Need Education and Human Awareness

Chargé de mission : Sylvain ROPITAL **Date CMP :** 04/03/2014

Démographie

Le Tamil Nadu en Inde



□ 3 287 263 km²

□ 1 282 390 millions d'habitants

□ IDH : 0.586

□ 130 060 km²

□ 72 millions d'habitants

□ 8.4% du PIB national

IDH : Indice de développement humain (de 0 à 1)
PIB : Production de richesses



La région Centre-Val de Loire en France



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



□ 39151 km²

□ 2,6 millions d'habitants

□ 3.3% du PIB national

□ 550000 km²

□ 65 millions d'habitants

□ IDH : 0.884

IDH : Indice de développement humain (de 0 à 1)
PIB : Production de richesses

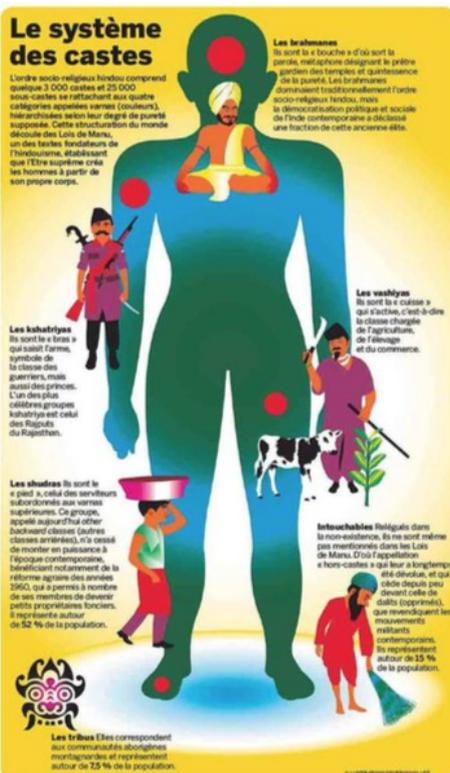


Religions

- Hindouisme : 80 %
- Islam : 13 %
- Chrétiens : 2,5 %
- Sikhisme : 2 %
- Bouddhisme : 1 %
- Autres : 1,5 %



Organisation sociale



Le système des castes



Brahmanes dans un temple



Des Adi Andhra, « Dalits of the Dalits »



Une ancienne colonie britannique

La colonisation britannique : 1757 à 1947



À la fin du XIXe siècle, l'administration britannique octroie les terres Panchami aux Dalits. Elles sont en théorie inaliénables...



L'Union indienne depuis 1947



L'Inde est une fédération, l'Union indienne, composée de 29 États (depuis mai 2014), auxquels viennent s'ajouter 7 territoires administrés directement par New Delhi (la capitale fédérale).

